



Compte-rendu de la réunion du 2 mai 2017

La géopolitique du pétrole en 2017 : Le tryptique Arabie Saoudite, Iran, États-Unis

1. Exposés

Le rôle des États-Unis dans la politique pétrolière en 2017

Olivier APPERT,
Président du CFE

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

La politique américaine, malgré le caractère apparemment imprévisible de certaines décisions, reste marquée, au moins dans le domaine énergétique, par sa continuité et l'attachement à des fondamentaux sur une longue période. Elle vise à préserver les approvisionnements pétroliers et l'indépendance des États-Unis. Suite à la baisse de sa production intérieure, les États-Unis avaient été contraints d'augmenter massivement leurs importations. L'accroissement très rapide de la production de pétrole non conventionnel aux États-Unis, à partir de 2010 environ, a marqué un tournant. Cette situation représente un défi pour l'OPEP, qui se trouve confrontée à de nouveaux producteurs dynamiques et peu soucieux de trouver des accords. Plutôt que constituer un game changer, les plans de Trump viennent amplifier cette tendance. Son programme énergétique America first vise à libérer la production d'hydrocarbures de la plupart des contraintes qui pouvaient la brider jusque là. Il vise à soutenir l'utilisation du charbon, du gaz, à développer le nucléaire, à stopper les subventions aux renouvelables et à sortir de l'accord de Paris sur le climat. Il est probable que le principe de réalité va conduire le Président Trump à modérer ses plans, mais il devrait ainsi pouvoir se libérer en grande partie de toute pression pouvant être exercée par les producteurs de pétrole.

Le rôle de l'Iran

François NICOULLAUD,
Ancien ambassadeur de France en Iran

L'histoire récente de l'Iran est également marquée par des invariants sur le long terme et une profondeur historique, qui ne tolère que des variations lentes. Le shah avait déjà voulu restaurer la grandeur éternelle de l'Iran. La République islamique, qui a suivi, a maintenu cet objectif, en dépit de toutes les pressions extérieures. Ainsi, le programme nucléaire, qui vise l'après-pétrole a été lancé par le shah dans les années 1970 et poursuivi depuis par la République islamique après un moment d'hésitation. L'Iran a fortement souffert du contre-choc pétrolier et de la politique de sanctions américaines, beaucoup plus larges que celles qui avaient été décidées à l'ONU. Le Congrès américain avait étendu ces sanctions au monde entier, en prévoyant des mesures de représailles vis-à-vis de ceux qui ne les appliqueraient pas. Malgré quelques tentatives déjà anciennes de résistance, les Européens se sont complètement alignés sur cette politique. L'accord sur le nucléaire iranien, voulu par Obama et John Kerry en 2013, a abouti à une levée partielle mais qui est encore loin d'être totale. Cette levée se heurte à des réticences du côté américain, où l'accord a été qualifié de



très mauvais par Donald Trump et du côté iranien, où il se heurte à des réticences de la part des pasdarans de la République islamique. Toutefois, dans ce cas également, le principe de réalité pourrait conduire le gouvernement américain à maintenir cet accord en raison des intérêts économiques en jeu et du fait que la politique de sanctions a été totalement inefficace dans le domaine du nucléaire qui constituait le principal objet d'affrontement.

États-Unis, Arabie Saoudite, Iran : un délicat triangle

Francis PERRIN,

Chercheur associé (Senior Fellow) à l'OCP Policy Center (Rabat)

L'examen du triangle États-Unis, Arabie Saoudite, Iran fait apparaître une relation d'alliance forte et durable du côté États-Unis et l'Arabie Saoudite. Le pacte du Quincy, qui a été scellé en 1945 sur le croiseur USS Quincy entre le roi Ibn Saoud, fondateur du royaume d'Arabie saoudite, et le président américain Franklin Roosevelt, de retour de la conférence de Yalta, pour une durée de 60 ans, a été renouvelé en 2005, à nouveau pour une durée de 60 ans, sur la base « pétrole contre sécurité ». Malgré les difficultés apparues à la suite du 11 septembre, l'alliance tient bon. Au contraire, les relations des États-Unis et de l'Arabie Saoudite d'une part, et de l'Iran d'autre part sont difficiles de longue date. La main tendue à l'Iran par Obama et l'accord sur le nucléaire iranien ont inquiété l'Arabie Saoudite et Israël. L'Arabie Saoudite a décidé de mener une politique plus active de présence, notamment au Yémen et en Syrie. L'arrivée de Trump a été perçue, malgré les réticences qu'il pouvait inspirer, comme le retour à une attitude plus dure vis-à-vis de l'Iran. L'avenir des relations États-Unis - Iran va jouer un rôle déterminant. Sans aller nécessairement jusqu'à une intervention militaire, les États-Unis peuvent raviver la politique des sanctions. En comparant l'Iran à la Corée du Nord, Rex Tillerson a envoyé un signal qui risque de décourager des investisseurs étrangers potentiels, y compris en Europe.

2. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

Situation aux États-Unis

- L'abondance relative des réserves de pétrole, avec un ratio R/P de 53 ans, éloigne la menace d'une rupture des approvisionnements. Toutefois, le thème de l'indépendance énergétique des États-Unis demeure récurrent dans le discours américain. Cette indépendance reste néanmoins une notion complexe et mal définie.
- La défiance vis-à-vis de l'Iran reste fortement marquée aux États-Unis.
- L'accord négocié par l'administration Obama est contesté. La position américaine depuis l'arrivée de Trump a évolué selon trois phases : 1) Cet accord est catastrophique 2) Il n'est pas bon, mais il sera renégocié 3) L'Iran demeure une menace.
- En raison de l'augmentation de leur production intérieure, les États-Unis sont à présent beaucoup moins directement impliqués au Moyen-Orient.



Situation en Iran

- L'Iran, qui dispose d'une économie relativement diversifiée, a moins souffert que d'autres pays limitrophes, tels que l'Irak de la politique des sanctions. Celle-ci a toutefois infligé de lourds dommages à l'économie et à la population.
- Au-delà des sanctions, les États-Unis ont cherché pendant longtemps à imposer un régime change en Iran.
- Le rôle de la Russie a été moindre que ce qui pouvait être envisagé. D'une part, la Russie a fait preuve de prudence et d'une certaine solidarité avec les puissances occidentales. D'autre part, l'Iran ne fait pas totalement confiance à la Russie, notamment sur le plan des technologies pétrolières.
- La Chine, qui a profité des difficultés de l'Iran, pour acquérir du pétrole à bon compte, souffre aussi d'un déficit d'image. Des retards de livraison ont été utilisés par l'Iran pour rompre un contrat qui avait été passé avec la compagnie chinoise CNPC concernant l'exploitation du champ de South Pars Sud.
- L'Iran souhaite le retour des compagnies occidentales. En particulier, TOTAL bénéficie d'une image très favorable
- L'Iran est parvenu à s'entendre avec l'OPEP et notamment avec l'Arabie Saoudite, sur les termes d'une limitation de la production de l'OPEP, qui autorise l'Iran à augmenter sa production en passant de 3,8 à un peu plus de 4 Mb/j.
- L'Iran a préqualifié 29 entreprises étrangères, dont une dizaine de compagnies européennes, parmi lesquelles Total et deux compagnies russes (Gazprom et Lukoil). Par ailleurs, l'Iran met en place de nouveaux types de contrats IPC (Iranian Petroleum Contracts), qui se veulent plus attrayants pour l'investisseur étranger.
- Après les tentatives françaises de rapprochement avec l'Iran qui avaient été opérées par Chirac et Villepin, la politique européenne est actuellement fortement alignée sur celle des États-Unis. L'Union Européenne est toutefois actuellement ouverte aux importations de pétrole iranien.
- Accéder au marché européen est devenu un enjeu essentiel pour l'Iran.
- Dans les conditions actuelles, la production de l'Iran reste néanmoins planifiée à environ 4 Mb/j.
- L'Iran cherche à renforcer ses positions sur tout un arc chiite. Toutefois ce facteur de rapprochement ne suffit pas à assoir son autorité. En Irak, les chiites souhaitent un gouvernement laïque et n'adhèrent pas à la conception de Khomeiny d'une République islamique.

Situation en Arabie Saoudite

- Le conflit entre l'Arabie Saoudite et l'Iran est aussi un conflit entre une monarchie et une république. Toutefois, ce facteur n'apparaît pas comme primordial.



- L'Arabie Saoudite prépare une mise en bourse de 5% d'Aramco, ce qui représente un tournant important. L'Arabie Saoudite vise ainsi à se doter d'un fonds souverain qui la dote d'une marge de manœuvre économique.
- Pour réaliser cette opération dans de bonnes conditions, le jeune prince Salmane doit parvenir à soutenir les prix.
- L'Arabie Saoudite reste fermée aux investisseurs étrangers dans le domaine pétrolier, sauf pour le gaz.

3. Prochaine réunion

Groupe Idées Géopolitique

lundi 26 juin 2017
Domaine de Vert Mont